

“Le Forum social marocain reste invisible, voire clandestin”

vendredi 2 avril 2010, par [RAHMANI Mimoun](#) (Date de rédaction antérieure : 17 mars 2010).

Mimoun Rahmani est membre d'ATTAC Maroc et du groupe de coordination du Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde. Il estime que « le Forum social devrait jouer le rôle de catalyseur des mouvements sociaux, le lieu de convergence des mouvements et de leurs luttes ». Mais au Maroc, précise-t-il, ce Forum « reste invisible » dans la mesure où « il est organisé dans un espace fermé, loin des populations et des militants de base et à l'abri des médias ». Entretien.

Libération : Quels sont les impacts de la crise économique sur le Maroc ?

Mimoun Rahmani : Tout d'abord, je pense que nous sommes devant une crise générale du capitalisme, une crise globale et multidimensionnelle. C'est à la fois une crise financière, économique, alimentaire, écologique. C'est aussi une crise de civilisation et à l'horizon une nouvelle crise de l'endettement. La crise actuelle est différente des précédentes par le fait qu'elle a frappé le cœur de l'économie mondiale et s'est étendue au-delà des frontières des Etats-Unis.

Le Maroc ayant opté depuis longtemps pour une économie libérale ouverte au marché mondial, ne peut être à l'abri de la crise qui a touché la quasi-totalité des secteurs de l'économie marocaine. Ainsi, sous les impacts psychologiques de la crise financière mondiale, le marché boursier a clôturé l'année 2008 sur d'importantes pertes après 5 années de croissance. Les indices Masi et Madex ont ainsi affiché des contre-performances de l'ordre de 13,5% et 13,4%. La capitalisation boursière a régressé de près de 55 milliards de DH, soit 9,3% pour se situer à près de 531,7 milliards de DH sous le double effet de la baisse des cours et de la faiblesse des nouvelles introductions en Bourse (5 en 2008 contre 10 en 2007 et 2006). Mais la crise a eu des répercussions directes sur l'économie marocaine, en particulier au premier semestre 2009 qui a été marqué par une baisse des exportations de 34,4% en comparaison avec la même période de 2008. Les exportations de phosphates et dérivés ont terminé l'année 2009 avec une baisse importante de 63,6%, celles des biens et services ont reculé de 19,2%. Les recettes des investissements et prêts privés étrangers ont accusé un recul de 26,1% et celles des MRE ont chuté de 12,5% à fin juin 2009 et ont fini l'année avec une régression de 5,3%. Les autres secteurs étaient pratiquement tous en baisse, notamment le textile et le tourisme. Les recettes fiscales ont également diminué de 12,5% à fin juin.

C'est donc une situation économique délicate qui s'accentuera sous le poids de la dette, de plus en plus importante, et se répercutera sur la situation sociale avec un taux de chômage de 15% en milieu urbain et l'augmentation des prix des produits alimentaires et, partant, un taux d'inflation qui avoisine les 4%.

Quelles sont les alternatives à la crise mondiale proposées par les anticapitalistes ?

Effectivement, comme nous l'avons rappelé plus haut, il s'agit d'une crise systémique et les solutions ne peuvent s'opérer au sein du système capitaliste. Autrement dit, les issues de la crise actuelle doivent rompre avec le système capitaliste et les choix néolibéraux. Face à quelques mécanismes de régulation proposés par les libéraux et les socio-démocrates, les anticapitalistes proposent des alternatives radicales et insistent sur la nécessité d'aller à la racine du problème et d'œuvrer à la construction d'une alternative qui en finisse avec le système capitaliste et toutes les formes de domination qu'il implique, une alternative qui s'inscrit dans le cadre de ce que Hugo Chavez qualifie de « socialisme du 21^e siècle ».

Les mouvements sociaux, dans leur majorité anticapitalistes, réunis à l'assemblée des mouvements sociaux lors du dernier Forum social mondial à Belém au Brésil en janvier 2009, ont ainsi titré leur déclaration : « *Nous ne paierons pas la crise ! Que les riches la paient ! Pour des alternatives anti-impérialistes, anticapitalistes, antiracistes, féministes, écologistes et socialistes !* ».

Les anticapitalistes et les mouvements sociaux proposent donc des solutions radicales concrètes, à commencer par l'arrêt du processus des privatisations et la renationalisation des entreprises et sociétés en difficulté, la nationalisation sans indemnisation et sous contrôle social du secteur bancaire, la garantie du droit au travail, à l'éducation et à la santé pour tous, la démocratisation des moyens de communication et de connaissance, le contrôle des mouvements de capitaux, mais aussi des mesures pour garantir la souveraineté alimentaire et la souveraineté énergétique, l'arrêt des guerres, le retrait des troupes d'occupation et le démantèlement des bases militaires étrangères, etc.

Par ailleurs, une nouvelle architecture financière mondiale s'impose ; les institutions financières internationales existantes, à savoir le FMI et la Banque mondiale, sont irréformables. La création d'une Banque du Sud en Amérique latine, comme alternative à la Banque mondiale, constitue un pas important que les autres Etats dans les autres continents doivent soutenir. Il s'avère également nécessaire pour les Etats d'opter pour une intégration Sud-Sud qui se concrétisera dans un premier temps par la création d'un cartel des PED exportateurs de matières premières pour stabiliser les prix.

Comme disait Samir Amin, il ne s'agit pas de sortir de la crise du capitalisme mais de sortir du capitalisme en crise !

Comment les Forums sociaux peuvent-ils favoriser les mouvements sociaux ?

Le Forum social, qu'il soit national, continental ou mondial, est un espace ouvert et très diversifié où l'on peut trouver des mouvements sociaux radicaux dont les positions et les propositions sont en rupture avec le capitalisme et les choix néolibéraux, mais où l'on peut également rencontrer des ONG, des syndicats et des associations très modérés. Cette « unité » au sein de la diversité pose cependant problème dans la mesure où au fil des années, on remarque que les organisations non gouvernementales, en particulier les plus riches sont de plus en plus importantes et occupent plus de place au détriment des mouvements de luttes. C'est ainsi que le Forum social est en passe de devenir une simple foire (nationale ou internationale) des associations !

Le Forum social devrait jouer le rôle de catalyseur des mouvements sociaux, le lieu de convergence des mouvements et de leurs luttes. D'où l'idée de l'assemblée des mouvements sociaux qui se réunit le dernier jour de chaque Forum social pour préparer un agenda commun d'actions. Depuis le premier Forum social mondial de Porto Alegre en 2001, les mouvements sociaux adoptent une déclaration (Appel) où sont mentionnées les différentes dates d'actions et de luttes. C'est ainsi que le 15 mars 2003 a été organisée, suite à l'appel de l'assemblée des mouvements sociaux, la plus grande mobilisation anti-guerre où 15 millions de personnes ont manifesté dans les rues des grandes

capitales européennes en plus d'autres mobilisations un peu partout dans le monde. Le Forum social devrait au moins faire l'écho des différentes mobilisations et luttes sociales, donner une visibilité aux mouvements sociaux et, partant, instaurer une solidarité internationale entre différents mouvements qui luttent pour un autre monde possible.

Quelle est votre propre lecture des Forums sociaux qui se tiennent aujourd'hui dans la région (Forum social Maroc, Forum social maghrébin et Forums sociaux thématiques) ?

Le premier Forum social marocain organisé en décembre 2002 a été une réussite aussi bien en termes de participants que de la qualité du débat et des propositions d'alternatives à la mondialisation néolibérale.

Malheureusement, ce Forum on ne le reverra jamais !

Certes le Forum social marocain s'est élargi mais en quantité seulement, c'est-à-dire en nombre d'organisations et de participants. La 2^e édition du FS tenue en 2004 à Rabat a réuni près de 1500 personnes dans leur majorité des ONG et des associations de développement, alors que les mouvements sociaux en ébullition au Maroc étaient toujours quasi-absents malgré les différentes luttes locales qu'a connues le Royaume et qui s'inscrivent dans le grand combat contre les politiques néolibérales et pour l'accès des citoyens/citoyennes aux droits fondamentaux et aux besoins sociaux les plus élémentaires, et malgré les répressions et la criminalisation des mouvements sociaux.

Dans ce contexte l'assemblée des mouvements sociaux s'impose et les mouvements de lutte devront s'approprier l'espace du Forum. Les Forums thématiques, au lieu de résoudre le problème, l'ont accentué davantage car organisés « du haut » (par le comité de pilotage) et non à la base par les mouvements sociaux sur place. Ces Forums n'étaient en réalité que de simples rencontres ou tables rondes qu'il fallait organiser pour remplir l'agenda et dépenser l'argent reçu !

Par ailleurs, le Forum social marocain reste invisible, voire « clandestin » dans la mesure où on l'organise dans un espace fermé, loin des populations et des militants de base et à « l'abri » des médias et sans pour autant réfléchir à des médias alternatives.

On constate également que toutes les décisions sont prises par un comité restreint et le conseil élargi, censé être l'instance décisionnelle, ne s'est pas réuni de façon officielle depuis le 9 mai 2005 !

L'organisation d'un FS maghrébin et l'ouverture au Machrek n'ont pas pour autant changé la donne ni les rapports de forces. Pis encore, le FS s'ouvre davantage aux libéraux et aux organisations modérées. La dernière rencontre organisée à Bouznika du 5 au 7 mars 2010 sous le thème « Forum social sur les mouvements sociaux et les forums sociaux » a été marquée par l'absence quasi-totale des vrais mouvements sociaux et parfois par un discours néolibéral des universitaires et académiciens. Les luttes sociales dans différents pays du Maghreb, en particulier au Maroc à Sidi Ifni, Tata, Bouarfa, Sefrou, au bassin minier de Gafsa en Tunisie, et qui se situent sur le terrain de l'antilibéralisme (contre les privatisations des services publics, contre la cherté de la vie et pour le droit aux soins, à l'emploi et à une vie digne), témoignent que c'est bien plutôt par d'autres canaux que passe l'alter-mondialisme au Maghreb.

Mimoun Rahmani, membre d'ATTAC Maroc et du Comité pour l'annulation de la dette du Tiers Monde (CADTM)

P.-S.

* Interview paru le 17 mars dans le journal marocain « Liberation » (<http://www.libe.ma/>)